

DEC 18/2020

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUINZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2020-2021

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 21 octobre 2020

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 21 octobre 2020

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,
À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

**Proposition de virement de crédits n° DEC 18/2020 à l'intérieur de la
section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2020**

E 15235



Conseil de
l'Union européenne

**Bruxelles, le 12 octobre 2020
(OR. en)**

11680/20

FIN 720

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Monsieur Johannes HAHN, membre de la Commission européenne
Date de réception:	12 octobre 2020
Destinataire:	Madame Bettina HAGEDORN, présidente du Conseil de l'Union européenne
Objet:	Proposition de virement de crédits n° DEC 18/2020 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2020

Les délégations trouveront ci-joint le document DEC 18/2020.

p.j.: DEC 18/2020



COMMISSION EUROPÉENNE

BRUXELLES, LE 09/10/2020

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2020
SECTION III - COMMISSION TITRE: 19

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 18/2020

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 1904 Missions d'observation électorale

ARTICLE - 19 04 01 Améliorer la fiabilité des processus électoraux, au moyen notamment de missions d'observation électorale	CE	-15 000 000,00
---	----	----------------

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 1902 Instrument contribuant à la stabilité et à la paix -- Réaction aux crises, prévention des conflits, consolidation de la paix et préparation aux crises

ARTICLE - 19 02 01 Réponse aux situations de crise et de crise émergente	CE	15 000 000,00
--	----	---------------

La présente demande de virement concerne le renforcement du pilier «réaction aux crises» de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) afin de garantir une réaction adéquate de l'UE aux crises actuelles et émergentes.

La Commission propose de réaffecter un montant de 15 millions d'EUR inscrit sur la ligne budgétaire 19 04 01 (Améliorer la fiabilité des processus électoraux, au moyen notamment de missions d'observation électorale), relevant de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), en faveur de la ligne 19 02 01 (Instrument contribuant à la stabilité et à la paix), afin de faire face aux crises en cours dans les régions du monde touchées par des conflits.

I. PRÉLÈVEMENT

I.1

a) Intitulé de la ligne

19 04 01 - Améliorer la fiabilité des processus électoraux, au moyen notamment de missions d'observation électorale

b) Données chiffrées à la date du 28/09/2020

	CE
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	43 442 462,00
2 Virements	-5 000 000,00
3 Total des crédits de l'exercice (1+2)	38 442 462,00
4 Crédits déjà utilisés	18 942 462,00
5 Crédits disponibles (3-4)	19 500 000,00
6 Prélèvement proposé	15 000 000,00
7 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (5-6)	4 500 000,00
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (6/1)	34,53 %
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	CE
1 Crédits disponibles en début d'année	757 251,94
2 Crédits disponibles à la date du 28/09/2020	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	100,00 %

d) Justification détaillée du prélèvement

En raison de la crise de la COVID-19, de nombreuses missions ont été annulées, retardées et modifiées, ce qui laisse un excédent de 19,5 millions d'EUR en crédits d'engagement sur la ligne budgétaire consacrée aux missions d'observation électorale relevant de l'IEDDH:

- des élections ont été reportées (Éthiopie et Haïti, par exemple);
- des missions d'observation électorale ont été annulées et/ou remplacées par des contrôles documentaires ou des missions d'experts électoraux (par exemple: Myanmar/Birmanie, Côte d'Ivoire, République dominicaine, Bolivie et Sri Lanka);
- des missions de suivi électoral ont été annulées (par exemple: Kosovo, Sierra Leone, Zimbabwe, Liberia, Madagascar et Liban).

La Commission propose en conséquence un virement de 15 millions d'EUR en faveur de l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) afin de soutenir les actions liées à des crises en cours. Un montant supplémentaire de 4,5 millions d'EUR est disponible pour couvrir d'autres besoins.

II. RENFORCEMENT

II.1

a) Intitulé de la ligne

19 02 01 - Réponse aux situations de crise et de crise émergente

b) Données chiffrées à la date du 28/09/2020

	CE
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	266 073 177,00
2 Virements	0,00
3 Total des crédits de l'exercice (1+2)	266 073 177,00
4 Crédits déjà utilisés	232 504 383,41
5 Crédits disponibles (3-4)	33 568 793,59
6. Renforcement demandé	15 000 000,00
7 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (5+6)	48 568 793,59
8 Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (6/1)	5,64 %
9 Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	CE
1 Crédits disponibles en début d'année	237 070,36
2 Crédits disponibles à la date du 28/09/2020	228 829,65
3 Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	3,48 %

d) Justification détaillée du renforcement

En 2020, 20 % du budget de l'IcSP alloué à cette ligne ont été consacrés à des actions non prévues liées à la COVID-19, qui sont axées spécifiquement sur la désinformation et les communautés touchées par des conflits. En conjonction avec le fait que 2020 est la dernière année de l'actuel cadre financier pluriannuel, cela a amoindri la capacité de réaction rapide que l'IcSP est appelé à procurer en matière de prévention des conflits, de médiation et de réponse aux crises.

Les événements en Ukraine, en Syrie, en Libye, en Somalie et en République centrafricaine continuent de faire surgir d'importants besoins, tandis que des crises nouvelles, ou en rapide évolution, au Soudan, au Nicaragua et en Côte d'Ivoire nécessitent de nouveaux engagements en temps utile. En outre, les engagements antérieurs concernant des processus de paix et des efforts de réforme en cours sont en train d'être consolidés, et des initiatives ciblées ont été lancées pour prévenir une escalade des conflits.

Le renforcement de 15 millions d'EUR servira pour les actions suivantes:

- soutien à la mise en place du cessez-le-feu en Libye par des mesures supplémentaires de déminage, de médiation et de contrôle du cessez-le-feu (7,4 millions d'EUR);

- couverture des besoins en Amérique latine en vue d'un soutien supplémentaire aux mesures sanitaires et de prévention des conflits dans les zones où se trouvent de nombreux réfugiés vénézuéliens (1,6 million d'EUR) et
- déploiement d'une aide urgente au Mozambique, où, pour la première fois, le gouvernement reconnaît avoir besoin de l'aide de l'UE pour faire face à l'instabilité dans la province du Cabo Delgado (5 millions d'EUR).
- Des discussions sont en cours sur le soutien à la Biélorussie (renforcement des médias indépendants et de la société civile), au Soudan et au Mali (aide à la transition), ce qui nécessitera un renforcement de 1 million d'EUR.